

Lutte de classe

Est-il minuit dans le siècle ?

Si j'ai bien compris, tous les partis, organisations et groupes qui se sont exprimés jusqu'à présent appellent à voter Royal au second tour sans exception.

Comment cela direz-vous ?

Il y a ceux qui y s'expriment comme le PT, la LCR, LO en appelant de leurs vœux à « *battre la droite* », ce qui signifie clairement voter Royal, je ne vais pas vous reproduire ici les déclarations de Schivardi, Besancenot et Laguiller, vous les connaissez aussi bien que moi.

Quand aux autres, bien qu'ils aient eu connaissance de ces déclarations qu'ils jugent déplacées ou qu'ils qualifient issues du flanc gauche du PS, réserves aussi vaines que futiles, reconnaissant ou non au passage qu'aucune de ces formations politiques ne propose de remettre en cause les institutions de la Ve République, le pouvoir politique de la bourgeoisie, et je précise, alors qu'aucune de ces formations ne propose la moindre perspective politique pour le prolétariat, et pour cause, cela ne les empêchent pas d'appeler à voter pour le candidat de la LCR, de LO ou même pour Royal ou Buffet.

Cela fait plus d'un demi-siècle que ce triste jeu-là dure, avec les résultats que l'on connaît. Cela fait plus d'un demi-siècle que les uns et les autres justifient cette position sans que cela ne se soit traduit concrètement par la moindre avancée politique pour le prolétariat, mais surtout évitons de nous poser trop de questions. Simple constat que l'on établit en rejetant la faute habituellement sur le prolétariat lui-même qui ne comprendrait rien, c'est tellement pratique. Depuis très longtemps déjà, cette position ne consiste plus à se situer sur le terrain des illusions pour les combattre, mais contribue à les entretenir ou à les faire renaître, c'est en réalité témoigner son impuissance, son incapacité à développer la moindre perspective politique indépendante par rapport aux appareils du PS et du PCF, cela conduit à subordonner le prolétariat aux appareils.

Cette interprétation du *Programme de transition*, n'a rien à voir avec son contenu, pas plus qu'avec la tactique du front unique développée par Lénine, selon moi. Elle consiste à fermer les yeux sur un demi-siècle de lutte de classe du prolétariat au nom du marxisme. Non seulement les conditions objectives et subjectives d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec celles qui prévalaient au début du XXe siècle et la période qui lui succéda de la seconde guerre mondiale à nos jours, car les rapports à l'intérieur du prolétariat ont radicalement changé, le stalinisme s'est effondré, les partis PS et PCF ne sont plus des partis de masse, ils sont rejetés massivement par les travailleurs, le PS est devenu un parti bourgeois.

La soi-disant avant-garde révolutionnaire du prolétariat nous offre aujourd'hui un bien triste spectacle. On comprend que l'UMP-UDF et le Medef, toutes les forces contre-révolutionnaires coalisées contre le prolétariat profitent de cette situation. Ils auraient tort de s'en faire, voilà ce que je me dirais si j'étais à leur place. Le matraquage quotidien du gouvernement ne s'explique pas autrement, ils ont la voie libre !

C'est la subordination du PT, de la LCR et de LO aux appareils syndicaux staliniens et réformistes qui permet à Sarkozy de promettre la remise en cause du droit de grève s'il était élu. Comment cela direz-vous ? C'est très simple : en subordonnant et limitant le combat politique des militants au syndicalisme, en privilégiant les questions économiques sur les questions politiques, en menant leur combat dans un cadre qui se réduit à une fraction du prolétariat, la fonction publique et quelques grandes entreprises, en l'absence de toute perspective politique de la part de ces organisations, l'ensemble de ces éléments permet à Sarkozy de monter ou de s'appuyer sur l'immense majorité du prolétariat qui travaille dans le privé (plus de 80 %) et qui n'est pas syndiqué contre l'autre, en sachant pertinemment que les syndicats sont aux mains de dirigeants syndicaux pourris, que soutiennent le PT, LO et la LCR.

N'allez pas croire pour autant que l'appartenance à un syndicat serait un gage d'une prise de conscience politique supérieure par rapport à l'immense majorité du prolétariat qui n'est pas syndiqué,

car contrairement à ce que font croire les dirigeants des organisations que j'ai citées plus haut, l'adhésion à l'idéologie réformiste est plus un frein, un obstacle, qu'un accélérateur à la lutte de classe du prolétariat, comme on a pu le constater au cours du siècle dernier. Si cela ne vous suffit pas comme preuve, il suffit de constater aussi qu'une grande partie des travailleurs qui sont recrutés ne sont pas forcément syndiqués.

Régulièrement les dirigeants syndicaux engagent des campagnes sur les salaires, les statuts, les retraites, etc., mais dans 95% des cas, seuls les fonctionnaires sont concernés, une fraction d'entre eux la plupart du temps. Les syndicats font du lobbying au près du gouvernement pour entretenir leur fond de commerce, au passage ils vont récupérer des miettes pour justifier pas seulement leur orientation, mais aussi celle du PT, de la LCR et de LO, car il faut bien que le trade-unionisme auquel se réduit l'essentiel de leur activité militante se traduise concrètement d'une manière ou d'une autre.

Pour le gouvernement comme pour l'ensemble des dirigeants du PS, PCF, PT, LCR et LO, le plus important c'est d'éviter que ne voit le jour une perspective politique remettant en cause le pouvoir de l'État bourgeois, et le meilleur moyen d'y parvenir, c'est que les militants se contentent de poser des revendications économiques dans le cadre des institutions, au-delà, ils seraient tentés de poser une question politique, ce qu'ils veulent éviter à tout prix.

Une campagne nationale sérieuse qui poserait la question des salaires, de la précarité et de la pauvreté, poserait directement une question politique que le régime serait incapable d'aborder encore moins de résoudre. Elle concernerait directement des dizaines de millions de travailleurs. Cela constituerait un levier à la mobilisation du prolétariat et sa jeunesse contre l'État bourgeois. Voilà pourquoi l'ensemble des appareils s'y refuse.

Le PT, la LCR et LO ont réussi à transformer des militants révolutionnaires en simples syndicalistes réformistes à la remorque des appareils et de la bourgeoisie. A force de se situer uniquement ou de favoriser à outrance le terrain économique (et encore, en le fractionnant à l'infini dans la pratique), c'est l'idéologie réformisme qui s'est imposée sur le terrain politique, subordonnant les questions politiques aux questions économiques, alors qu'une position révolutionnaire nécessiterait une démarche inverse. La subordination des questions politiques aux questions économiques caractérise la subordination du mouvement ouvrier aux intérêts de la bourgeoisie.

Que le travail syndical soit nécessaire et important, je n'ai jamais dit le contraire, mais lorsque les positions politiques d'un parti ou d'une organisation se réduisent à des revendications économiques, cela signifie que le constat que j'ai dressé est bien réel et non une fiction.

Finalement, si les travailleurs réussissaient à défier la propagande institutionnelle outrancière en faveur du vote pour Sarkozy ou Royal, ils seraient les seuls à en revendiquer la paternité, car même s'ils votaient Schivardi, Besancenot ou Laguiller au premier tour, ce qu'ils n'ont aucune raison de faire en l'absence de toute perspective politique sérieuse de la part de ces candidats, puisqu'ils appellent à « *battre la droite* » donc à voter Royal au second tour, cela signifierait qu'ils auraient réussi malgré tout à dire tout haut ce que décidément personne ne veut entendre : qu'ils sont prêts au combat !

Oh, ne nous emballons pas ! mais ne faisons pas l'amalgame facile qui consiste à considérer le prolétariat comme une classe sociale homogène, c'est faux et malhonnête : il est évident que parmi les couches les plus exploitées, les plus meurtries par les contre-réformes des dernières années, des pans entiers ne demandent qu'à engager le combat, c'est une certitude, dans le cas contraire, cela signifierait que la barbarie aurait définitivement vaincu, ce qui est faux et impensable.

En l'absence d'un parti révolutionnaire, dans l'incapacité dans laquelle nous nous trouvons de nous adresser à l'ensemble du prolétariat, nous prenons ce prétexte pour ne pas nous adresser à son avant-garde, ainsi nous la rejetons dans les sales pattes des appareils traîtres, nous n'osons même pas poser clairement la question du pouvoir politique dans ce pays.

S'il n'est pas à nouveau *minuit dans le siècle*, il semblerait qu'il soit minuit chez les révolutionnaires. Voilà quelque chose que je ne m'explique pas.